

# ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

## Prix des aliments pour bétail: une augmentation aux conséquences en chaîne ?

**DEPUIS** le 1er mars dernier, les éleveurs ont fait l'amer constat d'une augmentation des prix des intrants pour animaux. Le tout sans en avoir été informés par la Société meunière et avicole du Gabon (Smag), principal formulateur de l'aliment pour bêtes. Entre colère, résignation et quête de solutions palliatives, il faut aux éleveurs s'adapter à ces nouvelles tarifications et les incidences qui en découleront. Mais avant, comment en est-on arrivé là ? Faut-il craindre une inflation dans le secteur dans les prochains jours ? "L'Union" a enquêté.

Line R. ALOMO  
Libreville/Gabon

**C**E mardi matin-là, Pierre Abuswa, éleveur de volaille, veut s'approvisionner en aliments pour sa ferme. Au dépôt de Plein-Ciel où il achète d'habitude sa provende, les prix ont changé du tout au tout. "Comment ça ?", s'exclame-t-il. Des entrées en ponte à l'aliment démarrage en passant par celui pour poulette jusqu'à cet autre, utile pour la finition, les prix ne sont plus les mêmes. L'éleveur tique un peu lorsque son livreur lui donne les nouveaux prix. Le sac de 50 kg de l'entrée de ponte est passé de 17 500 à 18 500 francs, soit une hausse de 5,7%. L'aliment démarrage est parti de 21 750 à 22 500 francs, soit 3,4% d'augmentation. L'aliment poulette croissance chair a, quant à lui, subi 3,6% de croissance passant de 20 750 à 21 500 francs.

Et il en est ainsi de toute la famille de ces produits. De quoi désarçonner M. Abuswa pour qui ces changements de prix impliquent de devoir expliquer à ses clients le pourquoi d'une inflation à venir sur les produits qu'il leur livre. Tant il lui faudra impérativement répercuter ces nouveaux coûts de production sur le prix final de ses produits.

Autre chose qui indigné l'éleveur, c'est que la Smag, principal formulateur et donc fournisseur d'aliments pour animaux de la ferme, n'a pas daigné tenir informé le partenaire qu'il est de

cette augmentation de prix. De quoi se sentir pris au dépourvu. "Pourtant la Smag nous associe à nombre de ses actions."

Le pire, souligne le patron de la Smag, c'est que les prix pourraient connaître une autre hausse tant les cours du pétrole ne cessent eux de croître avec une incidence sur l'acheminement de la matière première à Libreville. "Ce n'est donc peut-être pas fini".

À Essassa, au sud de Libreville, autre dépôt de vente de provende. C'est à Nathalie Gouett Oliveira, éleveur porcins, de faire, à son tour, l'amer constat de l'augmentation des prix des intrants alimentaires de ses bêtes. Avec l'aliment truie qui est passé de 15 000 à 15 900 pour 6% de hausse. Les incidences seront nombreuses, pense-t-elle. Il lui faudra augmenter le budget alimentation de son bétail avec forcément une répercussion sur le transport et surtout les quantités dont elle aura besoin pour nourrir ses animaux. "Il me faudra

acheter plus pour maintenir les mêmes quantités de nourriture quotidienne pour mes bêtes et surtout pour m'assurer la même rentabilité."

Projection faite, il lui faudra aussi forcément répercuter tous ces prix sur la vente du kilo de viande de porc qui va à son tour subir une certaine hausse. "Jusqu'ici le kilo varie entre 2 500 à 5 000 francs mais là en 2021 ça va changer", avise-t-elle.

L'incompréhension de la dame vient aussi du silence dans lequel s'est muré le partenaire, la Smag, tant tout ceci s'est fait sans aucune explication de sa part. "D'ordinaire, les commerciaux nous appellent. Mais je ne comprends pas pourquoi cette augmentation, d'autant que le blé, matière première de la provende, est subventionné", pense Nathalie Gouett Oliveira.

Justement non, corrige Bruno Lardit, directeur général de la Smag. "Le blé n'est plus subventionné depuis juin 2017 !"

Mais ce n'est pas la fin de la subvention qui vaut aujourd'hui aux intrants de bétail d'avoir été augmentés, plutôt les fluctuations des cours des matières premières. Depuis août 2020, explique M. Lardit, elles n'ont cessé d'augmenter. "Entre août et janvier il y a eu une progression de 30% du cours du blé, 50% du cours du maïs et 55% pour le soja."

Des produits qu'on ne trouve qu'à l'importation. Toutes choses qu'il a bien fallu répercuter sur les prix, indique-t-on à la Smag. "Sauf que sur une augmentation



Photo: CMM

**Avec l'augmentation des intrants d'élevage, faut-il s'attendre à une hausse**

de 30 à 50% de la matière première, nous avons fait des efforts en interne et n'avons augmenté que de 3% en moyenne les aliments."

Le pire, souligne le patron de la Smag, c'est que les prix pourraient connaître une autre hausse tant les cours du pétrole ne cessent eux de croître avec une incidence sur l'acheminement de la matière première à Libreville. "Ce n'est donc peut-être pas fini", avertit-il, même s'il espère une détente sur le marché vers la fin de l'année. Pour ce qui est de n'avoir pas tenu informés les éleveurs sur les prochains changements de prix, la Smag se défend en disant avoir communiqué dès le mois de janvier avec l'ensemble des parties prenantes, notamment l'administration de tutelle sur l'évolu-

tion des matières premières et des possibles répercussions qui pourraient advenir si ces prix se maintenaient. "L'ensemble des partenaires savaient que ça allait se faire même s'ils ne savaient pas exactement quand, ni quels seront les nouveaux barèmes de prix. Nous ne manquerons pas toutefois de renforcer notre communication."

Quelles seront donc les conséquences logiques de toutes ces fluctuations de prix ? Faut-il s'attendre à une augmentation des tarifs des produits dérivés des élevages ? Œufs, poulets, viande de porc et autres vont-ils à leur tour grimper ? Quand et à quelle hauteur ? Les consommateurs seront-ils pris au dépourvu ? Autant de questions non exhaustives que soulève cette situation.



magazine.union@sonapresse.com



Photo: L.R.A.

## On fait quoi maintenant ?



L.R.A.  
Libreville/Gabon

CHEZ les éleveurs, d'aucuns pensent qu'il est temps de sortir du joug de la Smag. Comment ? Peut-être en formulant eux-mêmes l'aliment dont ont besoin leurs bêtes ? Quand ? Peut-être le diront-ils bientôt.

Côté État, si on en croit le patron de la Smag, les dirigeants sont prévenus de ce qui se passe. Mais quelles stratégies déploient-ils pour que le panier de la ménagère ne subisse pas le contre-

coup de ces augmentations tous azimuts des matières premières d'élevage ? Peut-on compter sur l'abondance des éleveurs pour que la loi de la concurrence leur commande, malgré tout, de maintenir les prix en l'état ? Difficile d'anticiper les réponses. Toujours est-il qu'il faudra être très vigilant dans les jours à venir. Car si les éleveurs soutiennent qu'ils ne prendront pas les consommateurs au dépourvu, comme l'a fait leur partenaire, la Smag, il faut tout de même que l'État et ses mécanismes institutionnels veillent au grain.

hausse des prix des produits dérivés ?



## Possible flambée des prix des œufs dans les prochains jours ?

L.R.A.  
Libreville/Gabon

RIEN n'est certain. Mais des intrants d'élevage dont les prix grimpent ne pourraient entraîner logiquement qu'une répercussion sur les coûts d'exploitation, pensent les observateurs avisés.

Ce sera donc une sorte de logique économique qui s'appliquera à coup sûr. Et c'est d'ailleurs ce qui revient chez les éleveurs, même si nom-

breux semblent redouter d'en arriver là.

En tout cas côté Smag, soutient son directeur général, Bruno Lardit, les remises commerciales, accordées à ses revendeurs au réseau de distribution des œufs de la boîte ont dû être réduites. "Ce qui suppose que dans les prochains jours, une augmentation des œufs est possible au niveau des distributeurs."

Et l'on est loin d'une simple spéculation. Toujours côté Smag, si les matières premières

se maintiennent à un niveau aussi haut, une demande d'homologation de nouveaux tarifs est possible. "Que nous allons essayer de garder mesurés compte tenu des difficultés que tout le monde traverse", nuance encore le patron de la société meunière.

Mais comment en est-on arrivé là ? Pour ceux que ça intéresse, la forte hausse des matières premières et des céréales en particulier a beaucoup à voir avec le Covid-19. En fait, de nombreux pays se sont mis

à acheter ces matières premières-là pour être sûrs de pouvoir en disposer dans leur marché intérieur. Toute chose qui a fortement augmenté la demande. Il y a eu aussi des pays qui ont voulu garder des volumes et des prix bas dans leur marché intérieur et mis des taxes à l'exportation pour en garder suffisamment sur leur marché.

La conséquence de tout ça est désormais connue. Mais peut-on maintenir les prix actuels des dérivés d'élevage ?